

# % Angles d'Attac

association pour une taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne

Bulletin d'information mensuel d'Attac Suisse, Rue des Savoises 15, 1205 Genève - [www.suisse.attac.org](http://www.suisse.attac.org)

Numéro 65 - novembre 2009

## >>> SOMMAIRE >>>

10 ans après Seattle: mobilisons contre l'OMC - p.1-2

Agendas - p.2

Nouvelle montée de l'extrême-droite - p.3

Après la votation de septembre, les rentiers de l'AI toujours sous pression - p.4

Appel de l'assemblée "Una, dieci, cento Officine" - p.5

Entrevue avec Frei Betto - p.6-7

Impressum - p.8

Clearstream, la chambre de compensation internationale- p.8-10

Le végétalisme: un projet altermondialiste ? - p.11

agrocarburants: le prix du mauvais goût - p.12

## 10 ans après Seattle : Mobilisons contre la ministérielle de l'OMC

Crises alimentaire, économique, sociale, climatique...  
Faillite globale du système ! Il est temps de changer de cap !

Du 30 novembre au 2 décembre, une conférence ministérielle de l'OMC se tiendra à Genève, une semaine avant le sommet du climat à Copenhague. Le commerce et le climat sont liés. Dans ces deux domaines, la faillite des politiques suivies a des conséquences catastrophiques. Mais les dirigeants de nos États ne remettent rien en question !

**Le «libre» échange de l'OMC: toujours la loi du plus fort !**

Trente ans de politiques néolibérales et de mondialisation n'ont fait qu'accroître de manière intolérable les inégalités : misère et famine au Sud, chômage et précarité au Nord, inégalités entre hommes et femmes partout. Nous sommes précipités dans la plus grave crise économique depuis 1929.

L'OMC promet de nous en sortir... en poursuivant sur la même voie : la libéralisation du commerce mondial. Augmenter cette «libéralisation» des échanges durcirait la concurrence, éliminerait nombre de

petites entreprises et exercerait une pression accrue sur l'emploi, les salaires et les conditions de travail, mais aussi sur les budgets publics et la sécurité sociale. Par ailleurs, la libéralisation de la circulation des marchandises et des capitaux va de pair avec la multiplication des entraves multiples à la libre circulation des personnes et avec la violation de leurs droits fondamentaux.

La libéralisation des marchés agricoles ne renforce que l'agrobusiness, appauvrit les petits paysans, empêche toute souveraineté alimentaire, et aggrave la crise alimentaire mondiale. Enfin, au nom de la concurrence, l'OMC justifie le démantèlement des services publics, ouvrant ainsi la porte à leur privatisation, ainsi que l'élimination des normes et règlements protégeant les salariés et plus généralement les populations.

**Le climat victime du commerce mondialisé !**

Les politiques de l'OMC ont aussi des conséquences des plus néfastes pour le climat. Elles induisent la faillite de paysans par millions au profit de l'agriculture industrialisée, alors que celle-ci - fortement dépendante des énergies fossiles - est une source majeure de l'effet de serre. Elles

>>>



**MANIFESTATION INTERNATIONALE,  
SAMEDI 28 NOVEMBRE,  
14 H, PLACE NEUVE, GENÈVE**

**DIMANCHE 29 NOVEMBRE,  
JOURNÉE D'ATELIERS ET DÉBATS**

**ACTIONS LES 30 NOVEMBRE,  
1ER ET 2 DÉCEMBRE**

## >>> AGENDA >>>

### > Genève >

#### Mardi 17 novembre

Comité ouvert d'attac-genève (3ème mardi du mois), 17 novembre et 15 décembre, local d'attac, Maison des Associations, 15 Savoises.

#### Samedi 31 octobre, 13h-17h

Préparation à la mobilisation contre l'OMC, Maison des associations

#### Samedi 28 novembre

Grande manifestation internationale contre l'OMC, départ 14h, Place Neuve.

#### Dimanche 29 novembre

Débats et conférences "OMC-Climat-Crise Globale !" Salle communale de Plainpalais, rue de Carouge 52.

### > Bienne-Jura >

#### Vendredi 20 novembre

Soirée de discussion à propos des mobilisations contre l'OMC avec Ruedi Beerli d'Uniterre. La Biu (Wydenauweg 38), Bienne

#### Jeudi 3 décembre

Assemblée générale d'Attac Bienne-Jura à Delémont. Plus d'informations dans le prochain numéro

## LE 10<sup>E</sup> AUTRE DAVOS

29-30 janvier 2010 à Bâle, la ville des frontières

## Rompre le cercle vicieux des dominations

Débats et ateliers avec:

Silvia Lazarte (présidente de l'Assemblée constituante de Bolivie), Tariq Ali, Noam Chomsky (interview video en direct), une représentante du mouvement des immigrés aux Etats-Unis, Gianni Frizzo des Officine de Bellinzona, une représentante du MST du Brésil, etc.

The Other  
L'Autre  
Das Andere  
L'Altro **Davos**

## >>>

provoquent une déforestation criminelle des principales forêts tropicales, poumons de la planète et lieu de vie des communautés indigènes.

Elles ont créé un réseau de production mondialisée, avec ses transports transnationaux, gros consommateurs d'énergie, dans le seul but de maximiser les profits, et au mépris de l'environnement et des salariés. Malheureusement à Copenhague ce seront les mêmes dirigeants politiques qui défendront les mêmes intérêts et qui « inventeront » les mêmes « solutions de marché », alors que leur faillite est patente partout. Douze ans après Kyoto, les émissions de gaz à effet de serre des pays développés sont plus importantes que jamais ! Nous ne pouvons pas leur faire confiance !

### Le «titanic» vous tente ? Nous pas !

Ni la crise économique et sociale, ni la crise alimentaire, ni la crise climatique ne seront résolues avec la logique qui les a créées.

Ce système économique actuel augmente partout l'injustice et la violence. De plus, aujourd'hui, nous sommes face à la nécessité - toujours plus urgente - de renoncer à l'absurdité d'une croissance sans fin sur une planète finie !

Mais les dirigeants des Etats ne cherchent pas sincèrement la sortie. Nous savons que nous pourrions vivre bien - et même mieux - tout en renonçant aux gaspillages insoutenables d'un système où le rendement du capital impose une croissance sans limite sous peine de faillite. Pour nos enfants et petits-enfants, les intérêts de la société et de l'environnement doivent primer sur le profit aveugle.

Des centaines de représentants de mouvements populaires du monde entier seront à Genève, puis ils se déplaceront en cara-

vane, à travers la France et l'Allemagne, jusqu'à Copenhague, pour exiger un changement radical de cap !

### Leur politique, c'est pas le Pérou ?

Réalité du « libre » échange ? Un exemple. Il y a peu le gouvernement péruvien ouvrait le feu sur des milliers d'indigènes rassemblés en Amazonie pour protester contre le nouveau traité de libre échange avec les Etats-Unis. Les entreprises minières au Pérou disposent déjà de 23 millions d'hectares, mettant en péril les terres de 3.200 communautés paysannes et indigènes. 75% de l'Amazonie péruvienne est déjà attribuée aux entreprises pétrolières, ceci sans aucun mécanisme de consultation de la population indigène affectée. A Copenhague aussi, on propose de « lutter contre la déforestation » avec un programme (le REDD) qui en réalité risque de dépouiller les peuples de la forêt - qui ont toujours su y habiter en la respectant - de leurs droits au profit des investisseurs privés. Ailleurs, des paysans par centaines de milliers sont déposés pour faire place aux « déserts verts » des agrocarburants : soja, palme africaine, etc. C'est le capitalisme « vert », version Monsanto/Syngenta. Toujours la même politique de pillage, sous un nouveau masque.

Au Nord aussi, face à la crise, nos dirigeants n'ont rien trouvé de mieux que de renflouer ce système bancal et prédateur à nos dépens ! Et l'OMC, un rouage central du désastre, propose... de « boucler le cycle de Doha ». Continuons droit devant ! Vers de nouvelles famines, violences, migrations forcées et chaos climatiques, financiers et économiques. Les plus gros s'en tirent toujours bien !

Repris du site de campagne:  
[www.anti-omc2009.org](http://www.anti-omc2009.org)

Les élections du 11 octobre 2009 dans le canton de Genève ont promu un nouveau gagnant. Avec un score de 14,74% des votes, le MCG a doublé son électorat par rapport à 2005 (7,73%). Par contre, l'UDC a dû se contenter de 8,55% (9,60% en 2005).

Le MCG, qui a avancé surtout avec une campagne anti-frontaliers, a joué avec les craintes des gens dans une situation très difficile. En général, les ouvrières et ouvriers et les employé-e-s subissent des restructurations violentes – dans l'industrie, comme dans la construction et le secteur des services – synonymes de licenciements collectifs, de précarisation du travail, d'individualisation du rapport salarial et d'attaques contre les acquis matériels et institutionnels de la base sociale. Ces générateurs d'incertitude sont un terrain favorable pour les simplifications des problèmes sociaux : c'est la faute aux étrangers et le départ des étrangers signifierait la fin des problèmes.

Dans ce contexte, l'analyse d'Alain Bihr de la montée du FN en France dans les années 1990 peut être reprise pour la réalité suisse : *«Deux aspects de cette peur doivent tout particulièrement être pris en considération. D'une part l'attachement des milieux populaires à la propriété de biens matériels (notamment l'automobile et le logement) souvent durement acquis et de ce fait hautement symboliques, qui ne peut que donner prise à l'obsession sécuritaire face à la montée de la petite délinquance. D'autre part, et surtout, la peur du déclassement et l'obsession de se distinguer du sous-prolétariat se sont intensifiées avec la multiplication des «sans-domicile-fixe» et des «nouveaux pauvres». Un sous-prolétariat dont la figure emblématique reste celle des travailleurs immigrés (même si la réalité socio-économique de l'immigration a bien changé). Là se trouve un des fondements du racisme populaire : l'immigré est perçu comme celui dont le statut social, vulnérable et dévalorisé, est l'image vivante de*

*ce que bon nombre d'ouvriers et d'employés français craignent de devenir un jour. Bien plus, le fait de se retrouver en concurrence (pour le travail, le logement, l'accès aux allocations, etc.) avec lui, est devenu le signe de la dégradation de leur condition sociale»* (Alain Bihr, *En France, désespérance populaire et démagogie politique*, paru en décembre 1995 dans le Monde diplomatique).

### **Feu de paille ?**

Est-ce que la montée d'une droite à droite de l'UDC est une répétition de ce que Genève a vécu dans les années 1970, quand Vigilance, menant une campagne contre les employé-e-s des organisations internationales situées à Genève, devenait le parti le plus fort de la ville ? Les analogies contextuelles sont certainement réelles. Comme dans les années 1970, on vit aujourd'hui une situation de crise économique et sociale. Historiquement, la droite s'est toujours renforcée en temps de crise. Mais est-ce que ce vote doit être vu comme un feu de paille, comme une réalité typiquement genevoise et «passagère» ?

### **Les mutations du « vote ouvrier »**

Une analyse appropriée du vote de droite, voire d'extrême-droite doit intégrer les mutations du « vote ouvrier », c'est-à-dire l'évolution de l'électorat ouvrier. C'est exactement ce que Florent Gougou, chercheur au CEVIPOF (Centre de recherche politique), a fait dans son analyse du vote de la République de 2002 quand, pour la première fois, un candidat d'extrême-droite accède au second tour (en l'occurrence, Le Pen pour le Front national).

Gougou résume ainsi son analyse : *«En France, ce déclin du vote de classe ouvrier obéit à deux logiques principales : la prégnance des transformations industrielles au sein des milieux ouvriers dominés par les communistes et le poids du bilan de la gauche après ses passages. Mais le changement*

*est essentiellement porté par les nouvelles générations, celles qui n'ont jamais été imprégnées de la culture de classe qui poussait les ouvriers vers la gauche.»*

Et encore : *«Le vote en faveur du Front national, bien qu'il soit sensible dans certains milieux ouvriers communistes ou socialistes, est prioritairement le fait de milieux ouvriers de droite qui se sont vraisemblablement radicalisés face aux nouveaux enjeux apparus entre 1981 et 1984, au premier rang desquels l'immigration. En revanche, la montée de l'abstentionnisme est caractéristique des milieux de gauche, surtout communiste, et répond au déclin du vote de gauche»* (Florent Gougou, *Les mutations du vote ouvrier sous la Ve république*, paru dans Nouvelles Fondations – Numéro 5).

Le déclin du secteur industriel et la tertiarisation de l'économie ont tout à la fois transformé les métiers et les lieux de travail ouvriers. Parallèlement, l'installation d'un chômage de masse a précarisé les relations d'emploi des ouvriers. Dans ce contexte, c'est surtout la génération «de la crise», c'est-à-dire la génération qui n'a pas connu «le compromis de classe» qui accorde davantage à la droite. Et les milieux de gauche participent moins aux votations (en France -30%).

Bref : le vote de droite n'est pas «passager», mais bien une réalité structurelle liée aux mutations du monde du travail et aux difficultés vécues par la génération «de la crise».

### **La gauche et la lutte antiraciste**

La situation sociale, les transformations industrielles, le facteur générationnel et l'abstentionnisme constituent évidemment des facteurs importants d'épanouissement de la droite populaire, voire de l'extrême droite. Dans ce contexte, toute réponse «simplifiée» attire des attentes. C'est sur ce fait que le syndicat du MCG, le SEGE (syndicat de défense des employés résidents Ge-

nevois), joue. Sur leur site internet, on retrouve ce message : *«Les frontaliers ne feront pas la loi !»*.

Selon une figure connue dans l'histoire, les forces conservatrices font des personnes les plus discriminées la source des «dangers pour la démocratie», renversant ainsi les rapports dominants/dominés pour mieux asseoir leur politique et banaliser la répression. C'est ce qu'on retrouve dans la rhétorique du MCG et du SEGE.

La confirmation de ce nouveau syndicat se jouera sur le terrain : est-ce que les syndicats «de gauche» (Unia, SIT, SSP, etc.) seront capables de trouver des réponses adéquates à la situation sociale, économique et politique actuelle ? L'engagement syndical s'impose plus que jamais !

Mais il faut considérer un autre élément d'expansion de la droite : le manque d'une perspective de gauche pour les milieux populaires. Dans un article intitulé *«Les migrants, premières victimes de la crise»* et paru dans l'Événement syndical du 12 août 2009 (journal du syndicat Unia), un représentant de l'Union syndicale suisse est cité : *«Nous voulons leur [étrangères et étrangers] donner des perspectives de réussite dans leur vie professionnelle. Les discriminations au travail freinent la croissance économique et, finalement, empêchent aussi l'intégration. Car celui qui est discriminé ne se sent pas chez lui.»*

Bien que des arguments antiracistes humanistes soient à saluer, ils ont montré leurs limites, car ils excluent les difficultés vécues par les gens dans un contexte de dégradation des conditions matérielles de vie et de travail. Il s'agit par contre, sans vouloir simplifier la réalité sociale, de rompre le cercle vicieux des dominations – ici la double domination capital/travail et autochtone/étranger – instrument principal pour l'émancipation de toutes et tous les salarié-e-s.

Maurizio Coppola

# >>> Après la votation de septembre: les rentiers AI toujours sous pression ! >>>

Des articles et commentaires sur la situation de l'assurance invalidité (AI) paraissent chaque jour dans les médias. Après le vote du 27 septembre, dans la seule NZZ, un article par jour annonçait à l'unisson la répression à venir contre les rentiers AI (29.09.09 : «*Des Verts libéraux à l'UDC, une ligne plus dure dans l'assurance invalidité est soutenue*») et, d'autre part, des restrictions financières contre l'assurance (28.09.09 : «*Il faut un frein à l'endettement dans les assurances sociales*»). Tout le monde est également d'accord pour dire que l'acceptation par le peuple de l'augmentation de la TVA pour une durée déterminée ne pourra pas assainir l'AI. Pour cela, il était prévu de créer un fonds AI avec un capital initial de 5 milliards de francs, prêté par l'AVS. Or bien que le OUI au financement additionnel entraîne un OUI implicite à ce fonds AI, la révision de la loi fédérale est désormais menacée par un référendum. L'UDC a en effet déjà annoncé évaluer les possibilités dans ce sens (NZZ du 30.09.09 : «*L'UDC veut annuler le transfert de 5 milliards à l'assurance invalidité*»).

## **Plan d'assainissement aux dépens des salariés**

La pression sur les rentiers AI et les salarié-e-s a déjà augmenté avec la 5e révision de l'AI. Celle-ci s'intègre dans un «*plan d'assainissement*» plus large, qui contient les éléments suivants :

1. Avec l'entrée en vigueur de la 5e révision de l'AI, le nombre de nouvelles rentes a été réduit de 40%, ainsi que le composant des rentes actuelles. C'est le prix que les gens souffrant d'un handicap et ne pouvant plus travailler doivent payer pour «*stopper la dette et stabiliser le déficit*» (Office fédéral des assurances sociales OFAS).
2. Avec une augmentation à durée déterminée de la TVA, le



déficit de l'AI est effacé. Ainsi, la dette n'augmente plus et son compte peut être séparé de celui de l'AVS. Mais, à travers cette hausse de la TVA, ce sont surtout les bas et moyens salaires – dont les rentiers AI eux-mêmes – qui paient cette mesure. À travers une imposition additionnelle de 0.2% pour les fortunes au-dessus de 10 millions de francs (total en Suisse : 260 milliards de francs), on aurait pu éliminer le déficit de l'AI en sept ans (0,5 milliard par année).

3. La 6e révision de l'AI prévoit de baisser les dépenses à travers des mesures d'économie et «*d'assainir durablement*» l'AI. Traduction : les prestations de l'AI doivent être baissées et les rentiers sortir de l'assurance.

## **6e révision de l'AI : l'exploitation prime la rente**

L'élément principal du premier paquet de mesures [1] de la 6e révision de l'AI porte le titre : *Révision des rentes axée sur la réadaptation* : «*La révision des rentes axée sur la réadaptation vise à tirer le meilleur parti d'un potentiel de réadaptation qui n'a pratiquement pas été exploité jusqu'ici. Il s'agit de vérifier systématiquement, pour toutes les rentes en cours, si les allocataires présentent un potentiel de réin-*

*sertion. Dans les cas de troubles somatoformes douloureux, de fibromyalgie ou de pathologies similaires, qui ne donnent en principe plus droit à une rente depuis l'entrée en vigueur de la 5e révision de l'AI, la rente doit être supprimée ou réduite ; la révision 6a crée la base légale nécessaire. Les assurés concernés seront suivis individuellement et une réglementation est prévue pour les cas de rigueur.*» (OFAS, 6e révision de l'AI : nouvelle étape dans l'assainissement durable de l'assurance-invalidité). En plus, les efforts pour la réintégration doivent être intensifiés. De cette manière, les composants des rentes doivent être encore diminués de 5% (12'500 personnes concernées).

Deux problèmes principaux se posent :

1. La suppression rétroactive des rentes à travers de nouveaux contrôles précarise massivement les conditions de vie des gens concernés. Car la suppression des rentes ne signifie pas du tout que leur situation de santé leur permet de travailler. Au contraire, l'accès au marché du travail devient toujours plus difficile, surtout en temps de crise.
2. L'effort de réintégration ne prend pas en considération l'élément suivant : la réorganisation de la production dans

les entreprises – dans l'industrie, comme dans la construction et le secteur des services – a énormément réduit la place pour les gens touchés par un handicap physique ou psychique. La réintégration forcée augmenterait leurs souffrances ou en ferait naître de nouvelles.

## **Ensemble contre la pression sur les rentiers et pour des assurances sociales solidaires**

Déjà aujourd'hui, il est clair qu'un référendum contre le paquet de mesures de la 6e révision de l'AI doit être lancé pour défendre les droits sociaux des gens touchés par un handicap et les salarié-e-s. Mais il est aussi clair que la pression va encore augmenter : l'UDC, dans son papier sur l'assainissement de l'assurance invalidité, se focalise sur la baisse des prestations. Par exemple, elle demande d'adapter les rentes des gens qui les perçoivent dans leur pays d'origine en fonction du coût de vie local. Ce qu'on peut traduire ainsi : on exploite la force de travail en Suisse, on laisse cotiser selon notre coût de vie, mais on paie des prestations à un niveau beaucoup plus bas. Il faut défendre le droit élémentaire de retour à son pays d'origine après une vie exploitée ici !

Seule une coalition de toutes et tous les salarié-e-s – rentiers AI, chômeuses et chômeurs et gens touchés par la pauvreté – peut résister à ces politiques néolibérales et néoconservatrices, et permettre des pas émancipateurs vers des assurances sociales apprivoisées et solidaires.

Maurizio Coppola

[1] Le premier paquet de mesures de la 6e révision de l'AI a été discuté au parlement jusqu'à mi-octobre et doit entrer en vigueur en 2012. Le deuxième paquet doit entrer en vigueur en 2013. On y reviendra.

## >>> Organiser la résistance sur le lieu de travail >>>

*Nous publions ci-dessous la résolution adoptée, le 12 septembre 2009, par l'assemblée réunie à l'occasion de la quatrième rencontre du réseau Un, dix, cent Officine [Ateliers de CFF Cargo à Bellinzone].*

*Ont participé à cette réunion de nombreux syndicalistes et militant·e·s actifs au sein de plusieurs entreprises européennes: italiennes, françaises, allemandes, autrichiennes. De même, étaient présents les acteurs de luttes et mobilisations syndicales significatives en Suisse: tels que Nicolas Willemin (porte-parole des travailleuses et travailleurs de la Boillat Swissmetal à Reconvilier, Jura bernois), Marisa Pralong (syndicaliste réprimée par les grands magasins Manor à Genève et luttant avec succès pour sa réintégration), ainsi que Gianni Frizzo (président du Comité de grève des Officine de Bellinzone).*

### **Appel de l'assemblée Una, dieci, cento Officine**

Désormais, depuis presque une année, avec une impressionnante régularité, chaque semaine sont annoncés de nouveaux licenciements; comme c'est le cas ces jours derniers pour la firme AGIE-Charmines qui a licencié 74 travailleurs de sa filiale sise à Losone (Tessin). Les annonces sont courantes de mises au chômage partiel, de réorganisations, de restructurations et de fermetures de toute une entreprise. Lors d'une récente conférence

de presse (3 septembre 2009), l'Union patronale suisse (UPS) a annoncé que, au cours des prochains mois, la politique des employeurs se développerait encore plus dans cette direction.

C'est de cette façon que le patronat répond à la crise, en en faisant porter tout le poids et les conséquences désastreuses par les travailleuses et les travailleurs ainsi que par la société dans son ensemble. Nous ne pouvons pas accepter cette façon de faire.

Nous ne pouvons pas accepter les licenciements, les diminutions de salaires, les fermetures d'entreprises et la suppression de milliers de postes de travail.

Nous voulons nous opposer avec fermeté à tout cela. C'est seulement de cette façon que nous pourrions obtenir une redistribution plus égalitaire de la richesse (de la valeur créée par nous dans les entreprises); que nous pourrions nous opposer à la mise en concurrence des salarié·e·s contre d'autres salarié·e·s; que nous pourrions vaincre la montée du fatalisme et stopper le développement de réactions racistes et xénophobes. Les femmes et les hommes, avec leurs besoins et leurs exigences sociales comme culturelles, doivent être placés au centre de la société: nos vies valent plus que leurs profits !

Nous pensons que pour obtenir cela, il est nécessaire, en priorité, de se mobiliser sur le lieu de travail, en partant d'un refus, d'un NON clair et sonnant face aux projets patronaux. C'est seulement en se regroupant autour de cette opposition radicale et ferme, que nous pourrions construire une solidarité dans et hors du lieu de travail. C'est ce qu'ont démontré au cours des derniers mois les luttes victorieuses comme celles des Officine de Bellinzone, de l'INNSE de Milan et des travailleurs de Continental à Clairoux, en France.

Il est donc indispensable de commencer à discuter sur les lieux de travail des modalités d'organisation de la résistance face aux mesures patronales, dans le secteur public comme privé. Aujourd'hui, c'est la tâche principale qui doit être assumée par celles et ceux qui veulent construire une résistance à la politique patronale et à la politique des gouvernements qui soutiennent les employeurs.

- Défense des postes de travail («zéro licenciement»);
- Défense du salaire et du pouvoir d'achat;
- Droit à une requalification professionnelle payée par l'employeur et sur le lieu de travail;
- Diminution de l'horaire de travail et rejet de l'augmentation des rythmes de travail et des heures supplémentaires.

Ces objectifs doivent permettre une redistribution du travail, la sécurité et la santé. Ce sont les principales revendications qui peuvent servir de charnières pour organiser la mobilisation sur les lieux de travail. Sans cette dimension, toutes les autres activités de mobilisations – manifestations nationales et régionales – risquent d'être vaines, quelles que soient les intentions effectives de ceux qui les convoquent.

Pour cette raison, toutes celles et tous ceux qui ont participé à la Quatrième rencontre du réseau Una, dieci, cento Officine se sont engagés à participer à la manifestation nationale du 19 septembre, à Berne, appelée par le mouvement syndical.

Les participant·e·s à cette quatrième rencontre du réseau Una, dieci, cento Officine investiront leur énergie pour créer

des comités – au plan local, régional et national – qui auront comme objectif d'encourager et d'appuyer ces moments de mobilisation; et cela en collaboration avec toutes les forces associatives, syndicales et politiques disposées à le faire.

Les participant·e·s à cette quatrième rencontre du réseau Una, dieci, cento Officine ont insisté fortement sur les luttes en cours et ont affirmé leur solidarité active avec l'ensemble des travailleuses et travailleurs qui luttent pour défendre leurs postes de travail, pour garantir la sécurité et la santé sur le lieu de travail, contribuant de la sorte à la sécurité de l'ensemble des citoyennes et citoyens. C'est particulièrement le cas dans le domaine des transports, comme l'ont expliqué les travailleurs du S-Bahn de Berlin. Un message particulier et ému de solidarité s'est exprimé en direction des habitants de la ville de Viareggio (où, fin juin 2009, un accident d'un train de marchandises a fait des dizaines de morts et blessés). Dans cette cité, une activité syndicale très importante – présente le 12 septembre à Bellinzone – se développe sur le thème de la sécurité, prenant comme point de départ la catastrophe qui s'y est produite. Une activité qui a valu au syndicaliste Dante De Angelis, qui milite pour la démocratie et la sécurité sur le lieu de travail, d'être licencié.

Enfin, les participant·e·s à cette quatrième rencontre du réseau Una, dieci, cento Officine se sont engagés à participer à la manifestation nationale du 19 septembre, à Berne, appelée par le mouvement syndical.

*Bellinzone, 12 septembre 2009*

*Pour prendre contact avec le comité de grève des Officine: [officine.bellinzona@unia.ch](mailto:officine.bellinzona@unia.ch)*



Dans notre édition de janvier 2009, nous avons publié un résumé de la conférence de François Houtart « Après le capitalisme-quelles alternatives ? » Aujourd'hui, Andrea Duffour, membre d'attac et coordinatrice de l'Association Suisse-Cuba à Fribourg, s'entretient avec Frei Betto, ex-conseiller du président brésilien Lula, écrivain, porte-voix de la théologie de la libération sur les mêmes sujets. En voici quelques extraits. La version originale en espagnol ainsi que la version intégrale en français sont consultables sur <http://www.cuba-si.ch/index.php?lang=fr&site=1&ID=591>

Frei Betto, théologien de la libération brésilien est écrivain et journaliste, conseiller des mouvements sociaux de son pays et militant social actif. Durant deux ans, il fut le conseiller personnel du président Luiz Inacio «Lula» Da Silva, mais il a quitté ses fonctions gouvernementales lorsque le programme «Faim zéro» qu'il coordonnait «a cessé d'être un programme d'émancipation pour devenir un moyen compensatoire à des fins électorales».

*Frei Betto, à quelles occasions avez-vous rencontré François Houtart ?*

C'est un ami de longue date, nous avons des tâches communes en Amérique latine (AL) (...) La dernière fois que j'étais avec lui, c'était lors du Forum social de Belém. Nous partageons les mêmes points de vue et les mêmes engagements.

*Je propose que nous nous épargnions la part de dénonciation des aberrations du système capitaliste et que nous commencions là où de nombreux débats s'arrêtent en discutant directement des alternatives. Quelles sont les expériences situées en dehors de la logique capitaliste existantes qui vous ont marqué le plus et pourquoi ?*

Je connais des expériences systémiques comme certains mouvements populaires au Brésil, des coopératives, et d'autres qui sont hors de la logique du marché et du capitalisme lui-même. Je connaissais bien l'expérience de l'Union soviétique où je me suis rendu plusieurs fois durant le régime socialiste. Aujourd'hui, je suis convaincu que le système soviétique n'a jamais rompu avec la logique capitaliste. (...) La Chine, par exemple, qui a aussi tenté de sortir de la logique capitaliste, est un pays qui, avec sa main-d'œuvre bon marché soutient en pratique les transnationales en les aidant à étendre encore davantage cette perspective consumériste. Je dirais alors que le système qui s'est le plus détaché de la logique capitaliste est Cuba. Cuba a effectivement investi dans les droits sociaux et moins dans une perspective productiviste consumériste.

*Dans un article, vous rappelez que la faim tue environ 1'000 personnes par heure. Comment expliquez-vous qu'un pays pauvre comme Cuba n'affiche pas de telles statistiques, et que depuis un demi-siècle, il n'y ait pas un*

*seul enfant qui meure de faim ou d'une maladie curable ?*

A Cuba, on a garanti pour l'ensemble de la population les trois droits fondamentaux humains qui sont, dans l'ordre, la nourriture, la santé et l'éducation. A Cuba, il y a de la pauvreté, mais il n'y a pas de la misère et les Cubains peuvent se permettre d'afficher un panneau dans l'aéroport de La Havane qui dit : « Ce soir, 200 millions d'enfants vont dormir dans la rue, pas un seul d'entre eux est cubain. »

*Les Cubains disent qu'ils ont un seul parti, mais qui défend les intérêts de la majorité de personnes et qu'en Europe, nous avons beaucoup de partis avec des noms différents, mais qui ne représentent qu'un seul parti, le parti du capital...*

Oui, exactement. Dans le monde capitaliste, il y a plusieurs partis avec des noms différents, mais qu'un seul modèle, le modèle capitaliste néolibéral. À Cuba, nous avons une démocratie participative où le peuple non seulement partage ses droits politiques, mais aussi ses droits économiques. Les Cubains sont très impliqués dans les décisions gouvernementales et ont fait leur choix pour le système socialiste, avec un parti qui défend les intérêts d'une majorité des gens. C'est leur choix souverain. C'est pour cela que Cuba est diabolisée par la presse mondiale.

*En Europe, la social-démocratie, qui s'appelle « socialiste », prétend que la lutte des classes n'existe plus...*

Précisément, c'est un mensonge, car la social-démocratie en Europe soutient à fond les entreprises européennes qui exploitent terriblement le Sud ; les gens peuvent, apparemment, penser qu'il y ait une solidarité entre classes, mais la question est autre : dans quelle mesure cette solidarité est-elle aussi appliquée par rapport aux peuples du Sud ?

*Alors, en Europe, les socialistes usurpent le mot socialiste ?*

Bien sûr ! C'est clair ! Il n'y a rien de socialiste, ni même de social ! Si tu observes les gouvernements sociaux-démocrates en Europe et leurs relations qu'ils entretiennent avec les entreprises opérant dans le Sud, il s'agit d'opérations typiquement capitalistes sans aucune préoccupation sociale ou environnementale.

*Vous dites que la TL a une vision critique face au socialisme lui-même. Toutefois, je me demande à quelles conditions nous pourrions appeler « socialiste » ce processus ?*

Le socialisme peut apparaître comme un système de richesses matérielles destinées à tous, comme c'était le cas en Europe de l'Est. Aujourd'hui, ceci est reconnu comme une erreur. Nous devons penser le socialisme comme une abondance spirituelle (...) c'est beaucoup plus humanisant (« humanizador »), beaucoup plus aimant (« amoroso »), et surtout plus proche pour atteindre ce but fondamental qu'est la conquête du bonheur. Nous devons peut-être nous demander, pourquoi en AL il y a statistiquement moins de violence, moins de guerres mais beaucoup plus d'espoir pour l'avenir que sur tous les autres continents ? En Europe, les gens se tournent vers le passé, s'accrochent à leurs biens, ont peur de perdre leurs richesses, mais en AL, il y a des peuples qui sont en train de rejeter le modèle libéral, ne croient plus aux Messies néolibéraux (...) pour la première fois en Amérique Latine, nous pouvons faire une révolution sans armes, par des moyens démocratiques.

*Pouvez-vous développer un peu plus sur ce processus de maturation en AL ?*

Au cours des 50 dernières années, l'AL a connu trois cycles de modèles politiques : d'abord les dictatures militaires - rejetées,

mais qui menacent maintenant de réapparaître avec le coup d'Etat militaire non démocratique qui s'est déroulé au Honduras et la douteuse attitude américaine et de l'Union européenne (...) - ; deuxièmement, les Messies néolibéraux, tous défenseurs ardens de la privatisation des biens publics, complètement à genoux devant la Maison-Blanche et devant le Consensus de Washington et toutes les recettes du FMI - eux également rejetés - ; et maintenant, des gouvernements démocratiques populaires, certains plus progressistes, comme Hugo Chávez au Venezuela, Evo Morales en Bolivie, Rafael Correa en Equateur ; d'autres moins progressistes comme Lula au Brésil, le couple Kirchner en Argentine, Fernando Lugo au Paraguay. Donc les réformes structurelles sont stimulées par des moyens démocratiques. Je ne peux toujours pas appeler cela du socialisme, mais c'est une prise de conscience critique pour établir des liens en Amérique latine, comme la Banque du Sud, l'ALBA au lieu du ZLEA, etc., pour trouver un autre modèle d'intégration des peuples que le capitaliste traditionnel. Il s'agit de gens qui veulent gouverner pour les peuples. Alors que le monde est contrôlé par les riches, ces chefs d'État sont systématiquement diabolisés par les médias occidentaux, ainsi que par leurs propres médias nationaux qui sont contrôlés par les puissants privés, comme par exemple au Venezuela. Probablement, il s'agit de notre première opportunité historique de parvenir à des changements structurels par des moyens démocratiques et pacifiques, et ceci au sein d'un jeu électoral souvent très corrompu par le pouvoir économique. Depuis 1999, ces peuples élisent des dirigeants populaires, indigènes, qui veulent gouverner pour les pauvres. Je préfère appeler ce processus « printemps démocratique ».

*Avec un peu plus d'humilité, que pouvons-nous apprendre en Eu-*

*rope de ces expériences diverses des peuples du Sud, surtout en terme de redéfinition de nos valeurs ?*

Je pense que l'Europe a réussi à atteindre le sommet de sa richesse.

*... de son arrogance aussi ?*

Arrogance ? Oui, un peu aussi. (...) Il y a plus d'une centaine d'entreprises suédoises au Brésil. Mais combien d'entreprises brésiliennes se sont installées en Suède ? Aucune, à ma connaissance. Ceci montre que la richesse de l'Europe provient des pays du Sud (...) Peut-être cette crise économique est-elle aujourd'hui très instructive, dans le sens que les gens en Europe doivent devenir un peu plus humbles, comme tu l'as dit, et repenser leur modèle social. Les Européens ont l'idée bizarre de penser que la police, les barrières, la législation, la répression peuvent empêcher la migration économique (...)

*... il suffirait d'arrêter de les voler !*

Oui. Et ainsi, on peut contenir les flux migratoires (...), mais le problème est que nous avons ce modèle de « globo-colonisation », un modèle qui impose à la planète les paradigmes dominants en Europe, USA et Canada : paradigmes de consumérisme, d'exclusion sociale, de préjugés raciaux en promouvant et en utilisant la peur des gens.

*Et maintenant : « Que faire ? » comme le demandait Lénine il y a plus de 100 ans ? Dans sa conférence, François Houtart nous a esquissé à grands traits quelques propositions alternatives...*

Effectivement, il a très bien fixé ces critères, que je partage entièrement. Nous devons justement faire une priorité de cet agenda de sustentabilité et de changement de la société...

*Mais comment aller au-delà des simples réformes ?*



Frei Betto

Nous devons passer d'un modèle productiviste consumériste à un modèle de solidarité et de partage, la socialisation des biens matériels et spirituels. Au Brésil, nous avons une démocratie représentative de délégué-e-s ; nous sommes loin d'une démocratie participative comme à Cuba. Dans la logique capitaliste, pour qu'il existe une démocratie bourgeoise, il est nécessaire qu'une grande partie du peuple soit exclue, comme dans le modèle grec où il y avait 400'000 citoyens, dont seulement 20'000 de libres, le reste étant des esclaves. Dans mon pays, il n'y a pas de démocratie économique, il s'agit seulement d'une démocratie politique !

*Dans quelle mesure doit-on prendre le pouvoir pour transformer la société ?*

Il faut avoir le pouvoir. Pour y accéder, il y a deux voies : la manière de Lénine (...) c'est une voie difficile et, aujourd'hui, il ne reste plus que deux secteurs qui sont intéressés par la lutte armée : les fabricants d'armes et l'extrême droite. Bien sûr, si un peuple est réprimé par la force (...) il a le droit de se défendre par les armes. Mais aujourd'hui, en AL, nous avons cette occasion, qui est historique et peut-être unique, de prendre le pouvoir pacifiquement et démocratiquement, à travers

l'organisation des mouvements sociaux.

*Comment réussir à ce que ces transformations ne soient pas absorbées par le système lui-même, comme éviter cette cooptation ?*

Ce n'est pas facile et il faut s'appuyer sur ses deux pieds : la formation des militants, et l'implication permanente dans des luttes populaires.

*Frei Betto, pourriez-vous exprimer vos conclusions à cet entretien ?*

Nous sommes confrontés à une crise mondiale du système capitaliste ; c'est une occasion pour profiter de réfléchir à des alternatives à ce système - je ne veux pas dire que cela conduira à un effondrement du capitalisme dans les années à venir - mais il y a en effet des choses très inquiétantes. Par exemple, les pays du G20 ont proposé de donner 15 milliards de dollars pour éradiquer la faim dans le monde et ces mêmes pays, au cours des derniers mois, ont attribué une somme mille fois supérieure pour sauver le système financier ! Il y a un choix éthique à prendre : faut-il sauver le système capitaliste, ou faut-il sauver l'humanité ?

*Propos recueillis par  
Andrea Duffour*

## IMPRESSUM

Édité par Attac Suisse, paraît au moins 9x par année  
Destiné aux membres et aux abonnés.  
Impression et mise en page : Deltagraph, Bienne  
Tirage 1'600 exemplaires

## ABONNEMENT (pour non-membres)

Veuillez verser 20 francs/année à l'attention d'Attac Suisse, rue des Savoises 15, 1205 Genève - CCP 17-762066-4 en mentionnant distinctement votre adresse.

## ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO :

Maurizio Coppola, Alexandre de Charrière, Andrea Duffour, Rémy Gyger, Roman Kuenzler, Michel Pellaton, Sabrina Scardua, Jane Séligmann, Julien Steiner

## TRADUCTIONS

Attac a toujours besoin de traductrices et traducteurs, si vous pensez pouvoir aider, n'hésitez pas à vous inscrire sur [coor-ditrad.attac.org](mailto:coor-ditrad.attac.org) ou en envoyant un mail à [coor-ditrad.ch@attac.org](mailto:coor-ditrad.ch@attac.org), ou par courrier postal auprès d'attac suisse

## PROCHAINE PARUTION FIN NOVEMBRE

## COURRIER

### DES LECTEURS ET LECTRICES

Réagissez, participez,  
n'hésitez pas à nous envoyer vos réactions à :  
Courrier de l'Angles d'ATTAC, cp 5105, 1002 Lausanne  
ou par mail: [angles-ch@attac.org](mailto:angles-ch@attac.org)

## INTERNET

On peut consulter les articles ou télécharger ce numéro en ligne sur [www.suisse.attac.org](http://www.suisse.attac.org), rubrique Angles d'ATTAC, colonne de droite.

## ADRESSES

Vaud: Case 5105, 1002 Lausanne, [vaud@attac.org](mailto:vaud@attac.org)  
Genève: rue des Savoises 15, 1205 Genève, [geneve@attac.org](mailto:geneve@attac.org)  
Neuchâtel: CP 21, 2035 Corcelles, [neuchatel@attac.org](mailto:neuchatel@attac.org)  
Bern: Postfach 520, 3000 Bern, [bern@attac.org](mailto:bern@attac.org)  
Zürich: Attac Zürich, 8000 Zürich, [zurich@attac.org](mailto:zurich@attac.org)  
Basel: Postfach, 4002 Basel, [basel@attac.org](mailto:basel@attac.org)  
Ticino: c/o attac svizzera, rue des Savoises 15, 1205 Ginevra  
Fribourg: Case 101, 1701 Fribourg, [fribourg@attac.org](mailto:fribourg@attac.org)  
Bienne-Jura:  
Case 4314, 2500 Bienne 4, [bienna-jura@attac.org](mailto:bienna-jura@attac.org)  
Valais: Case Postale 2140, 1950 Sion 2, [valais@attac.org](mailto:valais@attac.org)

## >>> Clearstream - La cham

En cette période de jugement de l'affaire dite Clearstream 2 (de Villepin vs Sarkozy), il nous a semblé important de revenir sur le mécanisme utilisé par les grandes banques, par les banques centrales des États puis directement par les multinationales, pour faire transférer leurs valeurs mobilières autour de la planète pratiquement instantanément. Si cette utilisation des chambres de compensation est toujours d'actualité, dès 2001, après la parution du livre de l'écrivain et journaliste d'investigation Denis Robert, Révélation\$, le monde entier a pu se rendre compte que les chambres de compensation permettaient, entre autre, au crime organisé de blanchir les énormes quantités d'argent liquide provenant de leurs différents trafics de drogue, d'armes, d'êtres humains ainsi que du racket et de la prostitution. Et, fondamentalement, aux possédants d'échapper au fisc. Mais n'allons pas trop vite en besogne et étudions la genèse de cette affaire.

### Naissance de la banque des banques

Au milieu des années 60, les titres (actions, obligations) étaient matérialisés et leur vente signifiait un changement physique de propriétaire, l'ancien et le nouveau pouvant être séparés par des océans. Le transfert coûtait beaucoup de temps, requérait l'intervention d'une société pour l'expédition, des services postaux pour l'acheminement et présentait des risques en cas de retard par rapport à la date fixée et, pire, si les papiers ou les chèques s'égarèrent. Aux frais s'ajoutait la perte d'intérêts subie par le vendeur durant ce délai.

En 1968, par souci d'efficacité, la plus grande banque privée étasunienne mit en place une chambre de compensation internationale basée à Bruxelles: Euroclear. Son métier, le clearing (règlement-livraison) consiste à accélérer la conclusion des transactions (date de valeur: J+7), à garantir la solvabilité des parties et à conserver les preuves de la réalisation de l'échange. On peut le rapprocher

de celui de notaire. Apparemment passive, cette infrastructure enregistrant le changement de propriétaire des titres et leur paiement inquiéta néanmoins d'autres banques; elles ne souhaitaient pas que leur consœur américaine connaisse leurs activités. Soixante-six d'entre elles, émanant de 11 pays (dont 17 du Luxembourg), lancèrent en 1970 Cedel, leur propre système coopératif interbancaire.

La même année était créé l'International Standardization Organization (I.S.O: inventeur des codes-barres pour le commerce), universalisant les codifications des transactions afin de faciliter leur traitement par les différents intervenants.

En 1973, 239 banques européennes et nord-américaines fondent SWIFT, système de télécommunication et d'authentification des transferts de devises transfrontaliers, parachevant l'architecture d'un ensemble interconnecté, rationalisé et sécurisant.

Le coauteur de Révélation\$, Ernest Backes, fut l'un des pionniers du clearing, participant à l'écriture des logiciels avec les ingénieurs d'IBM, concevant les formulaires que les banques utiliseraient pour donner leurs instructions codées. A l'aube des années 80, le fax remplaça le télex et notre défricheur, devenu N° 3, fut promu directeur des relations avec la clientèle: il s'agissait de convaincre davantage de banques d'adhérer au système. Cedel perçoit une commission (de 1 à 15 \$ selon la nature) sur chaque opération transitant par ses services et des droits de garde sur les avoirs que les banques lui laissent en dépôt.

### Vive les paradis... fiscaux

La chambre de compensation internationale avait beaucoup prospéré, investi, embauché. Elle acquiert un immeuble prestigieux et fait la fierté et la richesse du Luxembourg. Désireuses d'échapper à la curiosité et au fisc de leur État d'origine, les banques installent des filiales dans ce confetti



accueillant, discret et n'obérant pas leurs profits. Vu sa taille, les milieux politiques, financiers, juridiques voire religieux interfèrent mais les informations sortent rarement de ces cercles d'initiés profitant de leur situation. Il y a si peu de policiers dans la brigade financière luxembourgeoise (7 au milieu des années 80, 40 en 2001), par rapport au nombre de banques (217 en 2001) ayant leur siège au Grand-Duché (7ème place financière mondiale)...

Pour donner une idée de quelles valeurs nous parlons, il s'est échangé, dans la chambre de compensation internationale luxembourgeoise Clearstream (ex-Cedel), environ 50 mille milliards d'euros en l'an 2000. Il existe sur la planète environ sept mille banques ou institutions financières, dont un peu moins de la moitié, soit environ trois mille, échangent leurs titres et leurs devises – leurs valeurs, pour être plus générique – grâce à deux uniques chambres de compensation internationales dont nous parlons dans ce texte : l'une s'appelle Euroclear et a son siège à Bruxelles ; l'autre, Clearstream, prospérait en paix à Luxembourg jusqu'à la sortie de Révélation\$. Environ 60 % des actionnaires de Clearstream sont également actionnaires d'Euroclear. Les deux multinationales ont un tiers d'administrateurs en commun et forment le cœur de la finance mondiale, le centre névralgique de son pouvoir.

Toujours en 2000, Clearstream traitait 153 millions de transactions et gérait environ 16'000 comptes provenant de 105 pays, dont 41 paradis fiscaux, bancaires et judiciaires. La firme, qui salarie 2'300 personnes, compterait environ 2'500 clients. Son bénéfice officiel annoncé pour l'an 2000 est de 215 millions d'euros. Malgré cela, Clearstream n'a jamais été surveillée par aucun organisme extérieur, de l'aveu même de l'actuel responsable de la commission luxembourgeoise de surveillance du secteur financier (CSSF). Clearstream et ses actionnaires se sont toujours auto-contrôlés.

Chez Cedel non plus, on ne pose pas de question : rares sont les employés à savoir ce qui se cache derrière les codes ; ils n'interviennent qu'en cas de discordance entre les fiches transmises par le vendeur et l'acheteur de titres. L'identification codée de l'autre partie s'effectue à partir d'une liste d'adhérents, actualisée trimestriellement. Les banques ont désormais la possibilité de travailler entre elles en toute confidentialité, de manière sécurisée et rapide. Le rêve !

La première entorse au règlement édicté par les banques date peut-être du jour où le Conseil d'administration autorisa à deux d'entre elles l'ouverture de nouveaux comptes sans que ceux-ci soient inscrits sur cette liste trimestrielle. Le motif invoqué... l'allègement des démarches pour les opérations réalisées pour une filiale. L'unique obligation des maisons-mères consiste à s'assurer que le cumul des opérations des filiales corresponde au chiffre qu'elle déclare en fin d'exercice comptable (à ce point de l'exposé, je me permets de faire une remarque : à l'époque de la sortie du livre, certains juges, certains policiers et pratiquement tous les journaux ont essayé – et partiellement réussi – de couler l'affaire et les auteurs du livre, en déclarant qu'elle était trop compliquée et que cela n'intéressait pas la population. Mais le fait de ne produire que le résultat d'opérations dont le détail seul permet de mettre à jour et de lutter contre les fraudes est-il vraiment incompréhensible ?).

En plus de comptes non publiés, Régis Hempel, l'autre informateur de Denis Robert dont le nom a été révélé dans son second livre sur le sujet, La Boîte noire, indique qu'en tant qu'informaticien de Cedel/Clearstream, il a introduit des instructions spéciales, directement dans le code source du logiciel de clearing, permettant un traitement particulier pour certaines opérations, comme celui de faire disparaître la provenance de fonds. Il informe aussi de l'existence d'une deuxième comptabi-

lité secrète servant à réceptionner les rémunérations en faveur de Clearstream pour ses services de dissimulation. Enfin, il a également pu prouver les interventions manuelles, demandées par les clients de Clearstream, de transfert de montants entre comptes qui ne font que diminuer le solde d'un premier compte et augmenter celui d'un second, sans laisser aucune trace du transfert lors d'un éventuel contrôle, puisque seul le cumul des comptes peut être contrôlé.

Comme on vient de le voir, la brèche ouverte par ces comptes, dits non publiés, autorisera nombre de dérives, puisque certains d'entre eux ne seront rattachés à aucun compte principal. Leur facturation posera également problème, créant le doute sur la sincérité des résultats de la société. Ceux-ci ne sont en effet audités que par un prestigieux cabinet, KPMG, rémunéré par la société elle-même. Ces experts sont pourtant seuls avec une partie des administrateurs et des concepteurs à comprendre le système. On doit préciser que rien d'autre que la liste trimestrielle diffusée aux adhérents ne permet de savoir si un compte est publié ou non, ce qui rend impossible leur détection par les employés.

Dès le début des années 80, une publicité discrète attire les demandes d'ouverture de compte. La multiplication et l'accélération des échanges permet d'échapper aux contrôles et contribue au développement des paradis fiscaux (dont sont originaires certains établissements fondateurs de Cedel).

## **Nos gouvernements également très intéressés**

Un autre exemple d'utilisation de Cedel a lieu dans l'affaire des otages de l'ambassade des États-Unis à Téhéran. Rappelons-en le contexte : les sondages donnaient le président sortant, Jimmy Carter, au coude à coude avec Ronald Reagan. Une libération des otages avant le jour des élections signifiait la quasi réélection du premier.

Reagan négocia discrètement avec les ayatollahs une libération ultérieure, en échange de titres et d'armes permettant à l'Iran de se mesurer à l'Irak. L'envoi des titres ne pouvait se réaliser qu'en multipliant des mouvements financiers fractionnés et transitant par des pays tiers pour mieux se dissimuler. C'est ainsi que Backes reçut l'ordre des Banques Centrales américaine et anglaise de prélever 7 millions de dollars sur des comptes détenus par deux grandes banques privées étasuniennes dans des paradis fiscaux et de les transférer à la Banque Nationale d'Algérie, jouant le rôle de centralisateur des fonds destinés aux Iraniens. En l'absence de ses supérieurs et dans l'impossibilité d'obtenir l'accord des titulaires des comptes à débiter, Backes transgressa les règles et obtempéra : les otages furent libérés le surlendemain...

Avec cet exemple parmi beaucoup d'autres, nous comprenons l'intérêt des dirigeants des États eux-mêmes envers les paradis fiscaux et les chambres de compensation. En dehors des rançons, les ventes d'armes à des pays en guerre, les rétro-commissions secrètes dont bénéficient les politiques et leurs partis, le transfert de technologie nucléaire demandent l'opacité totale.

En 1988, c'est au tour du Premier ministre luxembourgeois, Jacques Santer, de solliciter un entretien avec Backes, quelques jours après la mise sous séquestre de la Bank of Credit and Commerce International (B.C.C.I.), dont le holding de tête est installé à Luxembourg, avec des personnalités du Grand-Duché dans divers Conseils d'administration de son organisme. La clientèle recelait un somptueux panel de dictateurs et narcotrafiquants. En effet, lors de la faillite judiciaire de la B.C.C.I., Backes s'aperçoit que le N°1 du pays est parfaitement informé de la poursuite illégale de ses activités. Devant les faibles résultats des commissions rogatoires, expédiées par les États-Unis, le F.B.I. contacte Backes qui lui remet un rapport de 250 pages sur ladite B.C.C.I. que

Cedel a autorisé, plus d'un mois après sa mise sous séquestre, à payer 15 millions d'euros à un de ses créanciers, alors que des dizaines de milliers d'autres étaient floués.

### **Dès 1991, le Cedel devient totalement mafieux**

En 1991 aussi, André Lussi est nommé à la tête de Cedel. Sa réputation est entachée par son passé de cadre dans la filiale anglaise de l'Union des Banques Suisses, mise en cause dans une affaire de financement de livraison d'armes à des pays du Moyen-Orient sous embargo. Tous les policiers en charge de l'enquête furent mutés sur interventions politiques avant de pouvoir la mener à bien mais un dirigeant dût démissionner. Lussi accentua les particularismes de Cedel : rotation ultra-rapide de l'encadrement, stages de management dirigés par des scientologues, cloisonnement des activités, sécurité renforcée. Le sens des décisions échappe à la rigueur de l'analyse objective et il paraît évident qu'on applique une stratégie imaginée par ceux qui ont mis Lussi en place : un Conseil d'administration dont la composition, elle, évolue peu. Il est à noter que durant son mandat à la tête de Clearstream, André Lussi a pu compter sur le soutien sans concession de son ancien employeur et actionnaire important de la chambre de compensation, l'UBS.

La gestion du personnel nous interpelle : pour un travail équivalent à celui demandé chez Euroclear, un débutant est payé 30% de plus et cet écart s'accroît avec le niveau hiérarchique, au point que le rapport serait de 1 à 5, voire plus au niveau des dirigeants. Or, les mêmes banques détiennent le pouvoir dans les deux entités ; comment se justifie une telle différence... Grâce à leurs confidences, aux documents qu'ils lui présentent, Backes détecte la dérive du système qu'il avait contribué à mettre en place : un circuit parallèle vit dans l'ombre de l'of-

ficiel, notamment pour couvrir les opérations liant Cedel aux clients habituels des banques, désormais court-circuitées, qui l'avaient créée. Les protestations ont été étouffées par la direction, sous prétexte que les dérogations viennent du plus haut niveau de l'État. Le Ministère luxembourgeois du Trésor a lui-même un compte pour lequel les courriers et messages transitent par porteur à interlocuteur exclusif. La justification des comptes non publiés dans un souci de simplification pour les maisons-mères ne tient pas d'avantage pour la Banque d'Angleterre, par nature dépourvue de toute filiale et néanmoins forte consommatrice de comptes absents des listes officielles...

L'essor des comptes non publiés par Cedel est tel qu'ils sont aussi nombreux que les officiels : presque 2'000 en 1995, plus de 7'000 en 2000, années pour lesquelles les enquêteurs se sont procurés les microfiches d'archivage. La proportion est presque aussi importante chez Euroclear, dont le PDG avoue que leur intérêt réside dans la complication du suivi de transactions que l'on souhaite cacher. Le fort accroissement en nombre de clients (2'500 provenant de plus de 100 pays en 2000) de Cedel résulte de l'irruption massive des pays de l'Est et de filiales de banques européennes ou étasuniennes installées dans les paradis fiscaux, ces dernières comptant en moyenne 5 non publiés pour 1 officiel.

Voici encore un exemple pratique : on estime à 15% du P.I.B. italien le volume d'affaires des mafias transalpines. Étant donné la masse de billets que cela représente, ce sont des camions qui transportent de nuit l'argent d'Italie au... Luxembourg, où ils peuvent être investis à l'abri de questions déplacées. Un ambassadeur belge en poste au Grand-Duché avait adressé à son Ministre de tutelle un rapport décrivant les circuits de blanchiment de l'argent criminel, mettant en cause la Banque continentale de Luxembourg, dont Alfred Sirven

a longtemps détenu 15% des actions et Paribas une bonne partie des autres...

Depuis 1996, la firme a modifié son statut. En plus d'être une société de clearing, Clearstream est devenue une banque. Pas une banque à guichet, pour des particuliers, mais une banque un peu particulière, réservée aux « institutions financières » et aux « professionnels du secteur financier ». La définition de ces « professionnels » est suffisamment floue pour qu'on puisse y mêler les « sociétés financières » de grands groupes, des fiduciaires suisses, des banques offshore, des brokers-dealers taiwanais... Cedel Bank, qui est devenue Clearstream Banking en 2000, saura jouer habilement de ce double statut de banque et de société de clearing. Dans une banque, en effet, la logique veut que les numéros des comptes et l'identité de leurs propriétaires ne soient pas publiés. Ce qui n'est absolument pas le cas d'une société de clearing.

### **Conclusions**

Après de telles révélations, nous sommes en mesure de comprendre comment le mécanisme de blanchiment généralisé s'est mis en place. Nous sommes également persuadés que les dirigeants de nos gouvernements, les juges chargés des contrôles, les policiers chargés des enquêtes et les journalistes financiers sont parfaitement au courant de ces crimes. Pourquoi perdurent-ils ? D'abord parce que les milieux financiers usent et abusent de notre paresse à comprendre, profitent de la complexité des termes financiers et de l'étendue des connaissances qu'il est nécessaire d'acquérir pour appréhender cette matière, leur matière. Ils sont une caste, se vivent comme des agents supérieurement informés, connectés. Ils font de la place financière le théâtre principal des affaires de la planète.

D'autre part, les avantages que nos gouvernants et partis politiques peuvent tirer d'un tel système explique pourquoi ils n'ont jamais entrepris de mettre fin à ces trafics

et de lutter contre la criminalité économique et la fraude fiscale.

En fonction de ces révélations, il est possible d'affirmer que le système capitaliste contient intrinsèquement l'autoritarisme, le fascisme mou dont parle Susan George. En effet, en abandonnant la création d'argent au secteur privé (cf. argent-dettes) et en supprimant tout contrôle sur les activités bancaires et les mouvements de capitaux, le pouvoir démocratique n'est resté qu'une vue de l'esprit. Il est même possible d'aller plus loin, sachant que toute activité économique dépend des crédits bancaires accordés, que ce soit au niveau de l'État, des entreprises ou des citoyens, et d'affirmer que personne n'est en mesure aujourd'hui, sans une prise de conscience de tous, de s'opposer au système bancaire ou même d'en demander une quelconque supervision.

Le devoir d'associations telles qu'attac est de favoriser la diffusion de ces informations. Nos propositions de mettre la finance sous contrôle, de supprimer les paradis fiscaux et d'interdire la spéculation peuvent paraître anachroniques et inadéquates à certains ; elles ne sont que les conditions préliminaires à une évolution vers un monde respectueux de la vie et de la justice.

Pour terminer, il faut rendre un vibrant hommage à Denis Robert, à son épouse, à son cameraman et aux deux principaux informateurs qui ont refusé la fatalité de la situation, malgré les attaques personnelles, les mises en accusation, les arrestations, les multiples perquisitions à leur domicile et les jugements à répétition qu'ont générés leurs révélations, et qui luttent depuis maintenant plus de 10 ans pour que justice soit faite. Aujourd'hui encore, de nouvelles accusations sont portées contre Denis Robert. Notre soutien et la continuation de son combat sont les seuls actes qui incombent à ceux qui aspirent à un autre monde.

*Rémy Gyger*

## >>> Le végétalisme : un projet altermondialiste ? >>>

Au sein des groupes critiques et de gauche, il existe des sujets plus ou moins tabous. Un de ces sujets semble être l'alimentation et ses conséquences sur la société et l'environnement. Est-ce que le fait qu'une partie de la population mondiale n'arrive pas à manger à sa faim aurait à voir avec ce que nous mangeons ? Quel effet a l'alimentation sur l'environnement ? Ce sont des questions qui sont souvent éludées par la plupart des organisations environnementales et de développement, voire par les partis politiques. Et ceci bien que les faits soient d'une clarté étonnante : si on veut lutter effectivement pour plus de justice sociale et protéger l'environnement, il faudrait aussi arrêter les rôtis et minimiser la consommation de produits laitiers.

La production de viande constitue certainement la manière la plus efficace de gaspiller la nourriture. 7 à 16 kg de graines de soja sont nécessaires pour produire 1 kg de viande. Lors de cette extension artificielle de la chaîne alimentaire, 90% des protéines, 99% des hydrates de carbone et 100% des fibres sont perdus. Ceci n'empêche pas qu'en Suisse, 67% des cultures sont destinées à la nourriture des animaux. Aux Etats-Unis, cette proportion s'élève même à 80% (pour nourrir 8 milliards d'animaux de boucherie). Ceci débouche dans le jeu de chiffres suivant : si les Américain-e-s consommaient 10% de viande en moins, la quantité de céréales économisée pourrait nourrir un milliard de personnes souffrant de la faim. Les mécanismes du marché sont cyniques quand il s'agit de 'l'allocation optimale' de la ressource nourriture : au bout du compte les céréales seront vendues au plus offrant. Et dans un monde où le pouvoir d'achat d'une poule suisse ou américaine est supérieur au pouvoir d'achat d'une grande partie de la population indienne, les animaux en Suisse sont nourris massivement de blé du sous-continent pendant

que l'Inde est le pays avec le plus de personnes sous-alimentées. Il n'existe guère d'image plus percutante de structures de domination et d'exploitation capitaliste.

### **Les guerres du futur ne seront plus menées pour le pétrole mais pour l'eau.**

Les 100 à 500 litres d'eau qu'un ménage moyen utilise par jour sont presque négligeables comparés aux 2'000 à 5'000 litres nécessaires à la préparation des aliments d'une famille moyenne. Ici également, la composition de notre régime alimentaire joue un rôle essentiel. Ainsi environ 16'000 litres d'eau sont consommés lors de la production de 1 kg de bœuf, 1'300 litres pour 1 kg de céréales et 3'300 litres pour 1 kg d'œufs. Les niveaux de pollution de l'eau sont aussi très différents. En fin de compte, l'élevage consomme 8% de l'eau potable du monde, les êtres humains 1%. Avec la quantité d'eau nécessaire pour produire 1 kg de viande on pourrait se doucher quotidiennement pendant un an. L'image est similaire pour l'utilisation des sols. La surface pour produire 1 kilo de viande est la même que celle nécessaire à la culture de 200 kg de tomates ou 160 kg de pommes de terre pendant le même laps de temps. En Suisse, approximativement 67% des terres cultivables sont utilisées pour élever du bétail et pour cultiver des céréales destinées à sa nourriture. Ces chiffres correspondent à la moyenne mondiale.

Jusqu'à très récemment, on soupçonnait que l'élevage était bien le premier émetteur de gaz à effet de serre, mais pas dans les proportions démontrées par une étude toute récente. En 2006, la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) estimait encore dans un rapport de 400 pages que l'élevage planétaire émet-

tait 18% des gaz à effet de serre d'origine humaine. Ce total est supérieur à celui des transports utilisés par les êtres humains (voiture, avions,...). Deux environnementalistes de la Banque Mondiale ont retravaillé les chiffres de cette étude pour le World-Watch-Institute. Lors de ses calculs, la FAO - qui milite pour une consommation plus élevée de viande au niveau mondial - n'a pas mesuré l'ampleur de tous les faits et a sous-estimé quelques indicateurs. Après correction, les chercheurs constataient que la contribution à l'effet de serre par les gaz émis lors de la production de produits animaux s'élevait à au moins 51% ! La FAO de son côté s'attend à un doublement de la quantité de viande et de produits laitiers pendant le reste de la première moitié du siècle. Vu sous un autre angle, une personne en régime végétalien, devrait parcourir 5'000 à 10'000 kilomètres de plus en automobile afin d'émettre la même quantité de gaz à effet de serre qu'un-e consommateur de produits animaux. Le fait d'acheter bio ne change d'ailleurs pas la donne. Un-e végétalien-ne aurait toujours un meilleur bilan environnemental qu'un-e bio-carnivore, même si elle se faisait amener tous les aliments d'outre-mer.

Face au triple gaspillage (de la nourriture, du sol, et de l'eau), il semble étonnant que les produits laitiers et la viande soient toujours économiquement rentables. En effet, l'exploitation de l'animal et de la nature n'est possible que par l'intervention massive du contribuable. Car, si on internalisait tous les coûts, le prix de la viande devrait, selon le World-Watch-Institute, doubler, voire tripler. D'abord, c'est la dégradation environnementale qui est socialisée. Mais, cela ne suffit pas encore pour rendre la production de viande rentable économiquement. Alors, des subventions sont accordées. En Suisse, 68% de l'ensemble des recettes agricoles dépendent de subventions directes ou indirectes. Il s'agit du



taux le plus important du monde. Seuls ces versement complémentaires rendent économiquement rentable l'élevage animal.

Le militantisme végane/végétal ne se nourrit pas que de ces chiffres et faits, mais constitue un état d'esprit plus profond de non-violence face aux être humains et aux animaux. Il s'oppose à toute structure d'exploitation, que ce soit celle de l'exploitation des travailleurs et travailleuses par le capital, de la femme par l'homme, d'êtres humains du Sud par ceux du Nord, ou bien de l'animal par l'animal humain. Il voit une relation entre la violence entre humains et l'attitude des gens face à la nature et les animaux. Tant que des êtres vivants seront regardés en tant qu'entité productive, exploitation et violence en seront la conséquence. Peut-être serait-il temps que les militant-e-s d'organisations comme attac réfléchissent aussi à servir un plat végétalien lors de la prochaine université d'été au lieu de rôti, de plats de viande, de fromage et gâteau au fromage.

*Roman Kuenzler*

Pour en savoir plus : <http://www.vegetarismus.ch> : Site de l'Association Suisse pour le végétarisme. Les chiffres et faits de cet article sont tirés de ce site.

## >>> Prix du mauvais goût >>>

*Dans Angles d'Attac du mois de mai, nous soulevons l'absurdité du projet de construction d'une usine de transformation de bioéthanol brésilien à Delémont. Parallèlement à la semaine du goût, des citoyens altermondialistes ont remis le "navet d'Or" à la droite jurassienne. Ci-après le discours prononcé par le militant d'attac Fred Charpié lors de la remise du prix au maire de Delémont, Pierre Kohler.*

M. Pierre Kohler,  
maire de Delémont,

Parallèlement à la semaine du goût, les citoyens altermondialistes que nous sommes vous remettons ce navet d'Or, un prix spécial et exceptionnellement décerné aux champions toutes catégories de la...

«Semaine du mauvais goût»

Ce prix est à remettre à vos amis du PDC, PLR et UDC formant la droite jurassienne, qui ont rejeté en bloc au parlement jurassien le moratoire sur les agrocarburants ce mercredi.

Dans le Sud, des paysans vont se faire exproprier de leurs terres vivrières au profit de plantations industrielles de canne, traitant les ouvriers comme des esclaves, pour fourrager cette énorme usine delémontaine qui va surtout rapporter beaucoup d'argent à une poignée de vos amis entrepreneurs. Que cette décision contribue à aggraver la CRISE ALIMENTAIRE ne les dérange pas : ils veulent le produit le moins cher satisfaisant ric et rac les fragiles exigences fédérales, générant ainsi la plus grande marge de profit possible.

Alors que nous célébrons le goût



**N'oubliez pas d'aller voter le 29 novembre !**

**COALITION CONTRE L'EXPORTATION  
DE MATÉRIEL DE GUERRE**



**La Suisse a mieux à exporter que des armes.**

**OUI** le 29 novembre 2009 à l'initiative populaire  
pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre

Coalition contre l'exportation de matériel de guerre, Case postale 151, 1211 Genève 8, PC 40-351961-4, [www.materieldeguerr.ch](http://www.materieldeguerr.ch)

et les produits du terroir – en vous rappelant que nous avons été les premiers à les promouvoir et que nous en sommes très fiers – d'autres, et ils sont nombreux, seront privés non seulement de leur terroir, mais ni plus ni moins de nourriture. En remettant ce navet d'Or à vos amis, vous les félicitez solennellement d'avoir commis un crime humanitaire et écologique sans précédent contre le plus sordide des bénéficiaires. La Suisse, qui a abrité et choyé les champions de la cupidité financière, offrirait ainsi un nouveau repère aux affameurs et destructeurs de la planète.

Les altermondialistes vous remettent ce navet, mais vous savez aussi que de très nombreux mouvements citoyens et partis politiques, regroupés dans le CIAD, vous invitent à tout entreprendre pour que l'on refuse absolument de raffiner de l'agroéthanol à Delémont, comme le précise leur dépliant disponible ici.

Nous sommes pour une usine valorisant les déchets collectés en Suisse et nous vous invitons, M. Kohler, à rechercher une voie raisonnable pour réduire les émis-

sions de dioxyde de carbone. Celle qui détruit la planète et aggrave la crise alimentaire n'est pas acceptable, on ne peut raisonnablement «échanger» 20 emplois et quelques millions contre des centaines de milliers de morts et le rasage du poumon de l'humanité; ceux qui imaginent encore pouvoir indéfiniment exploiter le Sud sans conséquence pour notre avenir sont de dangereux malades, intoxiqués par le fric.

Nous vous souhaitons de bien terminer cette magnifique manifestation, que nous soutenons à 100%. Nous vous remettons ce matin ce navet d'Or, prix de la semaine du mauvais goût afin de ne pas perturber la remise des prix tant mérités cet après-midi. Par avance, nous félicitons les futurs vainqueurs de la semaine du goût, un concours que nous affectionnons.

P.S.: Le combat contre la construction de cette usine se poursuit. Un collectif sur Facebook vous permet de vous tenir au courant : <http://www.facebook.com/group.php?gid=75969541456>